*Les carlistes espagnols dans l'Ouest de la France,
1833-1883*

Jean-Luc Marais

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2222>

DOI : 10.4000/abpo.2222

ISBN : 978-2-7535-1841-4

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2011

Pagination : 158-161

ISBN : 978-2-7535-1839-1

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Jean-Luc Marais, « *Les carlistes espagnols dans l'Ouest de la France, 1833-1883* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 118-4 | 2011, mis en ligne le 30 décembre 2011, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2222> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.2222>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Presses universitaires de Rennes

Les carlistes espagnols dans l'Ouest de la France, 1833-1883

Jean-Luc Marais

RÉFÉRENCE

TRONCO, Emmanuel, *Les carlistes espagnols dans l'Ouest de la France, 1833-1883*, Rennes, PUR, 2010, 346 p. (ISBN 978-2-7535-1119-4).

- 1 Cet ouvrage aborde une question mal connue en France, dissimulée qu'elle est par l'ombre portée de la Guerre civile de 1936-1939, et par l'arrivée de 400 000 réfugiés de la *Retirada*. Pourtant, il y a aussi, en Espagne au XIX^e siècle, guerre civile et exode des vaincus. Centrant son travail sur l'Ouest de la France, Emmanuel Tronco ne se contente pas de compléter d'autres travaux sur l'implantation des exilés politiques espagnols (le livre de Sophie Firmino, *Les réfugiés carlistes en France de 1833 à 1843*, paru en 2000, et des articles plus anciens de Vincent Garmendia et Sylvie Premisler), il s'attache aussi à une comparaison entre le carlisme et la contre-révolution dans l'Ouest de la France, que semble annoncer le slogan identique : « Pour Dieu et pour le Roi. » Question autrement complexe !
- 2 Ce travail de thèse repose sur un important dépouillement des sources, essentiellement dans les dossiers des préfets chargés de gérer cet afflux de réfugiés (17 départements ont été étudiés), et dans la presse locale. Ces documents sont parfois insuffisamment critiqués : les dépêches préfectorales, surtout dans les situations d'urgence, ne doivent pas être lues sans recul, et si la presse locale témoigne bien des réactions des rédacteurs face à l'arrivée des carlistes, il est imprudent de l'utiliser pour décrire les comportements, les réactions des réfugiés, et encore plus imprudent pour décrire ce qui se passe en Espagne.
- 3 Le livre se compose de trois parties qui abordent à chaque fois les deux périodes évoquées, 1833-1840, 1872-1876. La première partie, la moins homogène, juxtapose un récit rapide des soulèvements carlistes, une étude de la diplomatie française face à

cette situation utilisant les archives du ministère des Affaires étrangères, une description de l'opinion française – vue à travers la presse – face à ces guerres. La seconde partie décrit l'arrivée, la répartition, la gestion des réfugiés par les autorités (un rappel du cadre législatif et réglementaire, utilisant les travaux de Cécile Mondonico-Torri, aurait été utile), l'attitude de ces soldats vaincus face aux amnisties proposées. La troisième partie juxtapose deux coupes sociologiques de ces réfugiés, et tente une synthèse sur les attitudes très opposées des populations de l'Ouest. Mais le choix de l'auteur d'utiliser les multiples informations ou commentaires qu'il trouve dans la presse, sur un mode chronologique, de renvoyer du local au national, remet constamment en cause ce plan. Ainsi, le récit des événements espagnols, abordé dans la première partie, réapparaît dans la seconde, avec l'analyse de la reprise du soulèvement en 1841, ou les conséquences des « mariages espagnols ». Les amnisties (*indulto*) plus ou moins larges accordées par les vainqueurs ne sont traitées que sous l'angle de l'allègement des effectifs de réfugiés, et non replacées dans leur contexte politique. Les faits et gestes des prétendants en exil, qui relèvent plutôt d'une histoire politique du carlisme, sont noyés dans la seconde partie (certes, ils sont aussi des réfugiés). L'attitude du gouvernement français est abordée sur le plan diplomatique dans la première partie, mais on la retrouve en d'autres points sous l'angle du contrôle des frontières et des mouvements de soldats ou volontaires. Une description plus synthétique de cette politique française manque. Le gouvernement veut éviter que des Français ne s'engagent aux côtés des carlistes : les rapports des préfets, la presse, regorgent d'informations sur ces éventuels soutiens. Pourtant les effectifs réels sont limités, quelques « aventuriers », souvent passés du Portugal à l'Espagne, bien moins nombreux que les zouaves pontificaux avec lesquels l'auteur les compare judicieusement (certains ont combattu sous cette bannière). Que la droite traditionaliste et la gauche libérale et républicaine aient voulu voir dans cette guerre une reprise de la contre-révolution de 1793 est évident. C'est une réalité de l'opinion publique. Ce n'est pourtant pas la preuve que le mouvement carliste et la contre-révolution de 1793 soient comparables, au niveau idéologique comme au niveau des réalités politico-sociales. C'est ici que la démonstration de l'auteur est la plus discutable. Les pages sur le soulèvement de 1793 (149-154), curieusement introduites dans le récit en 1840, sont forcément sommaires et pas toujours très à jour. Chercher des causes communes à ce soulèvement et aux soulèvements carlistes dans leur diversité était mission impossible. Les idées légitimistes des années 1840, « fort éloignées parfois de l'image caricaturale que l'on peut se faire d'un parti réactionnaire » (p. 164), sont peut-être plus proches de l'idéologie contre-révolutionnaire des carlistes. La convergence ne serait-elle pas non en amont – les combats contre la Révolution – mais plutôt en aval, au terme d'une réflexion qui prenant acte des transformations du siècle, propose un autre modèle : une société hiérarchisée, corporative, décentralisée ? Il aurait fallu analyser le rôle commun du catholicisme ultramontain, intransigeant sur le plan doctrinal, et anti-libéral sur le plan économique. Cette convergence idéologique n'empêche pas une divergence fondamentale, évoquée par l'auteur, mais insuffisamment soulignée me semble-t-il : au sud des Pyrénées une violence légitimée, au nord une violence écartée : la lutte politique y est passée – pas complètement – de l'affrontement armé à la lutte électorale. Anecdote, mais significatif, le ralliement d'une poignée de légitimistes français, les « Blancs d'Espagne », aux prétendants carlistes.

- 4 Seconde et troisième partie étudient l'accueil de ces réfugiés politiques, avec une impression inévitable de répétition. Les départements de l'Ouest sont généralement privilégiés, mais sans exclure des départements méridionaux : ces variations du champ d'observation rendent difficile la synthèse. De nombreux chiffres sont cités, mais à aucun moment l'auteur ne tente de chiffrer exactement ces mouvements de population – ou d'expliquer pourquoi on ne peut le faire – : 21 000, 27 000, 30 000 en 1840 ? 20 000 en 1876 ? Une comparaison plus systématique de la prise en charge de ces réfugiés avec celle des Polonais et des Italiens eût été d'autant plus intéressante que le sentiment majoritaire de l'opinion différencie nettement ces réfugiés. À propos de ces carlistes, journalistes et autorités utilisent toute la gamme des stéréotypes sur le « tempérament espagnol », vis-à-vis des autorités, de la religion, du travail, de la violence... On constate combien le conditionnel est fréquemment employé dans ces textes, ainsi que par l'auteur, mettant en évidence les rumeurs si présentes face à l'étranger. La mobilisation des réseaux légitimistes est bien réelle. Châteaux et presbytères font leur devoir d'accueil : proximité idéologique et mais aussi présence de ressources en sont la cause. Cette sympathie explique l'inquiétude très exagérée des autorités qui, depuis le soulèvement de la duchesse de Berry, font quadriller le territoire par la garde nationale. C'est pourtant seulement le 5 juillet 1841 qu'une mesure d'interdiction aux réfugiés carlistes de 11 départements de l'Ouest est prise, étendue en janvier 1844 au Finistère, soit 12 départements. L'auteur attribue cette sévérité à la venue du prétendant, le comte de Chambord, à Londres, tout en soulignant que les carlistes étaient peu nombreux dans l'Ouest, et que rien n'atteste une collusion active entre eux et les légitimistes. Cette interdiction est maintenue jusqu'à la fin du Second Empire, sans beaucoup de rigueur. Le flux de 1872, en revanche, n'est pas écarté de l'Ouest. L'accueil y est variable : la réputation des carlistes, dans une France urbaine politisée, provoque des réactions d'hostilité à Nantes et à Angers. Il en avait été de même en Charente, à la fin des années 1830 (mais c'était aussi le département de l'échantillon qui recevait alors le plus de réfugiés). Pour mieux évaluer les réactions des populations locales, il eût fallu, non seulement tenir compte des penchants idéologiques supposés, mais aussi de la concentration des exilés, de leur statut – libres ou bénéficiant d'un secours –, de leur situation sociale. Ces armées en déroute comportent une proportion étonnante d'officiers : c'est ce que nous apprennent les derniers chapitres, qui ne sont pas vraiment une sociologie des réfugiés (les classifications employées sont trop variables, tout comme les échantillons utilisés), mais plutôt un portrait de groupe : des jeunes hommes, célibataires, souvent étudiants, prompts à se soulever, prêts à émigrer après la défaite, par fidélité à une cause sainte. Une étude sociale systématique de ceux qui acceptent les amnisties, et de ceux qui les refusent, aurait été utile.
- 5 Ce livre apporte donc une information utile sur un phénomène oublié en France, puisque la majorité des carlistes sont rentrés : il ne reste qu'un « quarteron d'irréductibles exilés » (p. 216) à la fin du Second Empire, quelques « très rares réfugiés de la Sainte Cause » (p. 248) à la fin du XIX^e siècle. La masse des faits cités, des anecdotes rapportées, organisés sans trop de rigueur, s'entremêlent avec une réflexion ambitieuse sur les rapports idéologiques entre carlisme et légitimisme, entre bases sociales de ces mouvements contre-révolutionnaires étalés sur un siècle et deux états. Une histoire comparatiste séduisante mais difficile à faire.
- 6 Jean-Luc MARAIS